



Centre Français de Recherche sur le Renseignement
Sous la direction d'Éric Denécé

LA FACE CACHÉE DES RÉVOLUTIONS ARABES



L'impact de la crise libyenne sur la situation sécuritaire du Nord-Mali

Soumeylou Boubeye Maïga

L'insistance des Occidentaux à se débarrasser de Kadhafi, coûte que coûte, et au plus vite, a ouvert une véritable boîte de Pandore, lançant des hordes d'islamistes à l'assaut du Mali. Dès le départ, Bamako avait dit à ses partenaires que la chute de Kadhafi devait être mieux pensée, car ses conséquences pourraient être un facteur important de déstabilisation de la sécurité nationale, tant du point de vue militaire que des populations, touarègues notamment. Ces avertissements sont restés lettre morte. Du jour au lendemain, le Mali s'est trouvé confronté à des flux de réfugiés démunis en provenance du nord, aggravant la pauvreté à laquelle était déjà confronté le pays. Dans leurs bagages devait très vite arriver la deuxième vague, celle des anciens soldats de l'armée de Kadhafi, par milliers, avec du matériel de guerre sophistiqué.

Un facteur accélérateur de la désagrégation de l'unité nationale et territoriale

Une situation locale favorable au rejet de l'autorité de l'État malien

Il faut dire que le terreau était fertile. Depuis des années, les populations du Nord - dont les Touaregs ne constituent qu'une partie - se sentaient délaissées par les programmes de l'administration centrale. Toutes communautés confondues, elles partagent le sentiment que leurs régions sont négligées, voire abandonnées. Bamako, évoquant la pauvreté de ses moyens, avait cependant appelé la communauté internationale au secours, pour la mise en place d'un vaste programme de développement cher aux autorités d'alors. Laxisme, manque de suivi et instrumentalisation des rivalités inter et intra-communautaires ont fait le reste.

Car, quel est le modèle de réussite dans le nord désertique où les seuls emplois sont dans l'administration ? Celle-ci étant pauvre, à l'image du pays, et ne pouvant offrir qu'un nombre d'emplois limité, les jeunes désœuvrés pouvaient-ils continuer à ignorer les héros locaux ? Des bandits-hommes d'affaires avec téléphone satellite *Thuraya*, roulant dans des belles 4X4, armés, passant impunément en contrebande, pendant des années, cigarettes, caisses d'alcool, drogues, armes, immigrés clandestins... et ayant la haute main sur toutes les pistes de trafic en collusion avec les différents réseaux terroristes.

L'on assistait, il est vrai, depuis quelques années, à une montée de l'islamisme au Mali, avec une progressive radicalisation des positions. L'on savait qu'il y avait beaucoup de passerelles entre les mouvements armés du Nord et la mouvance « civile » du Sud. Depuis l'apparition de d'Ansar Eddine et d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) auprès du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) – à l'occasion des combats d'Aguelhok, en janvier 2012 -, il était devenu clair que le Mali était désormais considéré comme mûr à conquérir, comme cela s'est concrétisé avec les offensives contre Kidal, Gao et Tombouctou.

Mais le facteur accélérateur de ces tendances centrifuges a bien été l'intervention de l'OTAN en Libye, aux conséquences désastreuses pour tout le Sahel et l'Afrique du Nord.

Une offensive et une conquête rapides

Une des premières conséquences de l'afflux d'ex-légionnaires de Kadhafi a été de radicaliser les positions de certaines franges touarègues. Ainsi, le Mouvement national de l'Azawad (MNA) est ainsi devenu mouvement « de libération » (MNLA). Il a changé de direction militaire et politique, son nouveau chef étant un ex-colonel venu de Libye, accompagné de combattants ayant servi dans l'armée de Tripoli. Il a également changé de revendication - proclamant lutter désormais pour l'indépendance des régions du Nord - et de méthode, par le recours aux armes.

L'effondrement de l'Armée s'est accompagné d'un démembrement de l'État et de l'éviction de l'administration civile des différentes localités du Nord, laissant ainsi aux mains des groupes islamistes un territoire de plus de 800 000 km² frontalier de l'Algérie, du Burkina, du Niger et de la Mauritanie.

Au demeurant, la vitesse à laquelle les rebelles du MNLA ont eu accès aux médias internationaux laisse entrevoir un soutien de plusieurs cercles d'influence. En effet, les services occidentaux voulaient à tout prix isoler Kadhafi de sa base touarègue. Y-a-t-il eu contrepartie ? Cela reste à voir. Le

paradoxe c'est que les réfugiés de la première vague disaient qu'ils « *fuyaient la guerre et détestaient la violence* ». Ont-ils été instrumentalisés pour s'engager dans la violence armée et prétendre faire la révolution ? De toute évidence, cela semble être le cas, même si l'on ne saurait affirmer que les gouvernements ont donné leur caution.

Des alliances de circonstance qui n'ont pas résisté à la « victoire »

Dès le début, comme le MNLA n'avait pas les ressources nécessaires afin de conduire seul cette offensive, du moins sur le plan militaire, il a fait alliance avec les islamistes, lesquels ont mené les opérations militaires. Ce sont ceux qui, en début d'année 2012, ont exécuté de sang-froid une centaine de militaires maliens à Aguelhok. Petit à petit, les islamistes ont gagné en importance au sein de cette coalition. Aujourd'hui, AQMI contrôle directement certains groupes et fait des autres ses satellites.

En effet, le MNLA, dont la faiblesse politique et militaire est maintenant largement avérée, et Ansar Eddine ont servi de paravent à AQMI. A part les déserteurs de l'armée malienne (anciens intégrés et éléments de l'Alliance du 23 Mai), les effectifs de ce mouvement dirigé par d'Iyad ag Ghali sont sortis des entrailles d'AQMI qui a mis à leur disposition toutes ses capacités

Ainsi, Ansar Eddine comme le Mouvement pour l'unification et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), même s'ils ne prônent pas la partition du pays sont devenus des « quasi filiales » d'AQMI. Il convient donc d'être extrêmement prudent à leur endroit. Leur action correspond à une logique d'expansion territoriale de l'ex-GSPC et de ses alliés dans tout le Sahel, à partir du Mali, devenu terre de djihad.

Toutefois, rapidement, la résistance des populations a accéléré les contradictions entre les occupants et a abouti à l'éviction du MNLA de la ville de Gao. Malgré les exactions et le déséquilibre des moyens, les populations résistent en effet. C'est ainsi qu'à Gao, elles ont affronté le MNLA qui avait assassiné un élu local ; les pertes et les blessés enregistrés en cette occasion ont entraîné une radicalisation des positions et amené les islamistes du MUJAO à se ranger du côté des populations dans le cadre de leur rivalité avec les autres mouvements.

La situation reste chaotique parce que l'éviction du MNLA de Gao laisse la ville et les populations sans autorité étatique et que la question de la responsabilité de l'État et de la restauration de sa souveraineté demeure entière.

Le Sahel, nouveau foyer de déstabilisation régional et international

L'effondrement de l'armée malienne et l'éviction de l'ensemble des structures de l'État ont créé les conditions d'un contrôle de l'ensemble du Nord par AQMI et les différents réseaux mafieux se livrant à la contrebande et au narcotrafic. L'organisation djihadiste dispose désormais de toute latitude pour mener ses activités criminelles et terroristes dans et à partir du Sahel.

La carte de la zone opérationnelle des djihadistes (AQMI, Ansar Eddine, MUJAO, Boko Haram) s'étend désormais de la Mauritanie au Tchad, de l'Algérie au Nigéria, et à tous les pays ayant des zones transfrontalières « identitairement » homogènes avec ceux du Sahel (Sénégal, Bénin, Côte d'Ivoire, etc.).

Les menaces pour l'Afrique de l'Ouest et du Nord

Les conséquences de la crise libyenne et la situation au Nord-Mali créent un contexte favorable à une double évolution néfaste :

- d'une part, tous les pays de la région pourraient, à terme, connaître une radicalisation progressive de leurs organisations religieuses de type Haut Conseil Islamique, au sein desquelles les éléments modérés risquent d'être débordés par les plus radicaux et extrémistes. D'autant qu'à l'image du Mali, toutes les sociétés du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest espace musulman majoritaire du continent, constitué de populations jeunes, désœuvrées, en quête de repères et de perspectives -, peuvent se retrouver déstabilisées et offrir un terreau favorable au recrutement et à la récupération fondamentaliste ;
- d'autre part, s'il n'est pas mis fin à la situation actuelle, tous les pays de la région courent le risque d'assister à la naissance d'un groupe djihadiste local qui aura pour objectif de mener la lutte sur le sol national, à l'image d'Ansar Eddine, de Boko Haram, au Nigéria, et des différentes composantes du MUJAO constitué de Mauritaniens, de Burkinabés, de Sénégalais, de Béninois, etc. tout en participant au djihad global contre « les mécréants et les apostats » (pouvoirs locaux et intérêts étrangers).

Ainsi, tous les pays d'Afrique de l'Ouest dont des ressortissants ont rejoint les rangs des différents groupes vont devenir des cibles, conformément à la doctrine des djihadistes voulant que chacun accomplisse son djihad local (les autorités et les populations de chaque État) tout en attaquant l'ennemi lointain (personnels et investissements occidentaux dans les pays de la région).

Du fait de la porosité des frontières et de l'homogénéité identitaire des populations, chaque État d'Afrique de l'Ouest, Tchad compris, doit faire attention. Le Nord-Bénin partage les mêmes problématiques que le Nigeria. Le Niger a les mêmes populations que le Mali, même si le problème touareg y est différent, en raison d'activités économiques peut-être plus nombreuses dans ce pays.

Les conséquences internationales

L'organisation en réseau des espaces, des activités et des hommes dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, l'internationalisation des mouvements criminels et terroriste, fait que le Sahel, nouvelle « zone grise », est un danger pour tous les pays riverains comme pour les pays extérieurs à la région. Il est, en effet, à la fois une passerelle vers d'autres zones, un sanctuaire servant de base logistique, de lieu de recrutement de formation et de regroupement pour l'ensemble des groupes salafistes et islamistes du Maghreb, d'Afrique subsaharienne et de la mouvance djihadiste mondiale.

La dissémination des divers armements consécutive à la crise libyenne - notamment les missiles antiaériens susceptibles d'atteindre des aéronefs civils -, la proximité de la Méditerranée (donc de l'Europe) et de ses enjeux stratégiques, l'importance des pays du Sahel et de la CEDEAO dans l'approvisionnement des Occidentaux en ressources énergétiques et minérales, le renchérissement du volet sécuritaire de tous les projets de développement, la menace sur la sécurité des investissements et des personnels, rendent le renforcement d'AQMI et de ses alliés intolérable pour les pays extra-régionaux (États-Unis et Europe, voire même Chine et Russie), qui n'hésiteront pas à intervenir dans des schémas peu ou prou proches de celui de l'intervention en Afghanistan.

Comment sortir de la crise ?

La reconquête militaire du Nord-Mali est-elle souhaitable ?

Oui, il faut reprendre le Nord-Mali, car aucun État ne peut accepter de voir son intégrité territoriale remise en cause par des groupes armés imposant leur loi aux populations. De plus, la lutte pour la libération du pays est inséparable de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé.

L'occupation du Nord-Mali par les groupes islamistes constitue une menace avérée contre la paix, la sécurité et la stabilité de la région ; elle relève de ce fait des dispositions du protocole de la CEDEAO. C'est ce qui fonde cette organisation à proposer au Mali l'envoi d'une force destinée à l'appuyer pour la reconstruction de ses Forces de Défense et de Sécurité et pour le recouvrement de son intégrité territoriale.

Il est clair qu'il faut une grande cohésion nationale pour envisager le déploiement d'une force régionale sur son territoire. Pour le moment, le Mali ne bénéficie pas totalement d'une telle cohésion, c'est pourquoi les forces politiques nationales doivent mettre fin aux confrontations inutiles et trouver ensemble un consensus pertinent afin de permettre la mise en œuvre d'un appui international pour la reconquête du Nord.

Options possibles pour le déploiement d'une force de la CEDEAO

Une fois que la CEDEAO aura défini le niveau des forces requises, le commandement stratégique de l'opération pourrait être basé dans une des capitales proches du Mali et la CEDEAO devrait désigner un Représentant spécial du Président de la Commission (RSPC) de la CEDEAO à Bamako. Il conviendrait d'instaurer avec celui-ci un Mécanisme Conjoint de Coordination (MCC) qui regrouperait non seulement des ministres du gouvernement malien - qui devrait toutefois désigner un leader d'une structure interministérielle à mettre en place -, mais aussi les Représentants des pays du champ, les Chefs de bureaux des Partenaires techniques et financiers (PTF) et d'autres partenaires bilatéraux (États-Unis, Canada, Russie, Chine, etc.).

La mission principale du MCC sera de donner une cohérence d'ensemble à l'action - militaire, diplomatique, politique, de développement, etc. - de tous ceux qui sont impliqués dans la gestion de la crise au Mali ou qui sont susceptibles d'y jouer un rôle.

L'état-major de la force de la CEDEAO pourrait être localisé à Sévaré, dont l'aéroport pourrait servir de *hub* pour assurer le soutien logistique de l'opération. Le Mali devrait également mettre en place un état-major de théâtre dans cette ville, qui travaillera étroitement avec celui de la CEDEAO.

Compte tenu du concept d'emploi des Forces africaines en attente (FAA), il serait peu probable que la force de la CEDEAO conduise des missions autres que statiques et de défense des populations dans les zones immédiatement à la lisière du territoire cible, le soutien étant tributaire des contributions extérieures et les unités n'étant pas nécessairement dimensionnées pour mener des actions dynamiques en profondeur. La force de la CEDEAO devra donc se focaliser sur des opérations civilo-militaires et la fourniture de l'assistance humanitaire, afin de prendre en charge les populations dans les zones qui seraient libérées par l'armée malienne, laquelle devra former, avec l'assistance internationale, des troupes aptes à s'engager dans des opérations de combat et de coercition.

Outre leurs relais multiples qu'ils pourraient positivement actionner, les pays du Champ pourraient pré-positionner, par exemple, des moyens de renseignement, de manière à participer à l'acquisition et au traitement des informations, ainsi qu'à l'appui au sol dans des phases dynamiques le long de leurs frontières respectives. Dans cette perspective – certes très optimiste en l'état actuel des choses –, ils auraient des officiers de liaison au sein de l'état-major conjoint Mali/CEDEAO pour l'activation des moyens nationaux pré-positionnés.

Il faut enfin envisager le déploiement de la mission de manière à prendre en charge la zone d'intérêt la plus large possible. Il convient, en effet, d'intégrer la présence de réfugiés maliens dans des pays autres que ceux de la CEDEAO (Mauritanie et Algérie notamment) et les implications opérationnelles de combats contre les différents groupes sur le sol de ces pays. C'est pourquoi il faudrait entreprendre un plaidoyer à leur endroit pour les persuader de leur intérêt stratégique à prendre part - sous des formes et dans des domaines à déterminer - à l'initiative internationale, laquelle a une dimension militaire, mais aussi politique et diplomatique.

Soumeylou Boubeye Maïga